

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.
 INSERTIONS :
 ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 14
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

3 0/0	81 55	10/100	10 1/2
3 0/0 amortiss.	83 10	10/100	10 1/2
4 1/2 0/0 1883	109 45	10/100	10 1/2
Cons. anglais	100 1/16	10/100	10 1/2
Italie	95 85	10/100	10 1/2
Flor. autric. (or)	90 90	10/100	10 1/2
Esp. extér. nouv.	56 9/16	10/100	10 1/2
Egyptien 6 0/0	333 75	10/100	10 1/2
Ch. Egyptiens	455 50	10/100	10 1/2
Turc 4 0/0 (nouv.)	17 05	10/100	10 1/2
Banque ottomane 5 1/2	543 75	10/100	10 1/2

ABONNEMENTS D'ÉLECTIONS

Ne pouvant répondre individuellement aux nombreuses demandes que nous recevons depuis quelque temps pour nous engager à faire des abonnements à prix réduits pendant la période électorale, nous avons l'honneur d'informer tous les électeurs conservateurs que nous servirons, exceptionnellement, des abonnements du 8 septembre au 20 octobre, au prix de **propagande de**

CINQ FRANCS

seulement par abonnement.
 En conséquence, nous prions nos amis politiques de nous envoyer, sans retard, les listes des personnes auxquelles ils désirent faire servir LA PATRIE, qui publie tous les jours un Avis très étudié, à l'adresse des électeurs, sur les questions budgétaires, financières, agricoles, etc., etc.

C'est un appel que nous adressons à tous nos lecteurs soucieux de faire une propagande utile, patriotique, et qui a surtout pour but de défendre les intérêts de notre cher pays si criminellement sacrifiés.

Un guichet spécial est provisoirement ouvert dans nos bureaux pour recevoir les demandes et assurer ainsi la régularité des expéditions.

DERNIÈRES NOUVELLES

PARIS, 9 SEPTEMBRE

L'OCCUPATION DES CAROLINES

La demande de satisfaction

Londres, 9 septembre.
 On mande de Madrid au Daily Telegraph : On a reçu ici de Berlin la demande de satisfaction pour l'insulte faite à la légation impériale, elle est conçue dans des termes extrêmement raisonnables et pacifiques.

La réponse de l'Espagne

La réponse du gouvernement espagnol a été envoyée ce soir.
 Les ministres du roi Alphonse expriment leur très sincère regret de l'incident; ils font remarquer que les coupables ont été arrêtés et qu'ils seront punis; que les officiers de police auxiliaires étaient confiés à la garde de la légation ont été révoqués et qu'ils seront également poursuivis judiciairement. Le cabinet conclut en protestant, au nom du roi et de la nation, contre l'insulte faite au drapeau et à l'écusson allemands par une populace mutinée.

Un télégramme de l'empereur Guillaume

Le Times publie la dépêche suivante de Madrid :
 « L'empereur Guillaume a télégraphié directement au roi Alphonse qu'il n'avait pas eu la moindre intention d'attenter aux droits de l'Espagne et que jamais il ne ferait rien qui lui blesser un souverain ami quel qu'il soit. Il se sentait un par des liens fraternels; qu'en conséquence, l'Allemagne se retirerait de l'Yap et qu'elle renoncerait à tous ses desseins sur les Carolines, en admettant pleinement la souveraineté de l'Espagne, au cas où cette souveraineté aurait été rendue effective.

INTÉRIEUR

Le ministre de l'Intérieur vient d'adresser aux préfets une circulaire fixant l'application de la loi sur le scrutin de liste.
 Cette circulaire est datée d'aujourd'hui, 9 septembre, et paraîtra demain au Journal officiel.
 Elle est très volumineuse et contient toutes les dispositions relatives à la formation des listes; à l'installation des assemblées électorales et des bureaux; à la réception des votes, à leur dépouillement, à leur recensement par section et à leur recensement général; à la rédaction et à l'envoi des procès-verbaux; aux conditions générales d'éligibilité, aux incompatibilités, à l'affichage et à la distribution des professions de foi, bulletins de vote, etc., etc.
 M. Allain-Targé fait suivre ces diverses dispositions du texte complet de chacun des articles de loi qui s'y rapportent.

Le ministre de la guerre a reçu du général de Courcy la dépêche suivante :
 Hué, 8 septembre, 2 heures, soir.
 C'est avec une grande satisfaction que je puis vous annoncer que la choléra peut être considéré comme terminé au Tong King, sauf à Phu-Lang-Thuong.
 Quelques cas ont éclaté à Hué, mais ils vont en diminuant grâce à la dispersion des troupes.

EXTÉRIEUR

Londres, 9 septembre.

On télégraphie du Caire au Times :

« On assure que Mohamed-el-Kheir, le chef rebelle du Berber, est parti pour Kharthoum dans le but de réprimer l'anarchie qui règne dans cette ville.
 Si cette nouvelle est exacte, tous les chefs rebelles ont dû être tués; autrement Mohamed, qui n'est qu'un émir et non un calife, n'aurait pas entrepris une telle mission.
 On apprend que le gouverneur de Senaar non seulement résiste, mais soumet un bon nombre d'ennemis du khédive. On dit même qu'il a l'intention de marcher sur Kharthoum.
 Ce bruit demande confirmation. »

New-York, 8 septembre.

Les cercles ouvriers de New-York ont fait hier une démonstration dans les rues de la ville. Le cortège composé de 15,000 personnes avec bannières et emblèmes a été accueilli avec enthousiasme par la foule des spectateurs.
 Une semblable manifestation de 8,000 ouvriers a eu lieu le même jour à Chicago.

INFORMATIONS

Une grave question est actuellement soumise à l'Assistance publique: il s'agit de savoir si les bureaux de bienfaisance des vingt arrondissements de Paris doivent, oui ou non, s'adjointre des quêteurs salariés.

Jadis, les administrateurs ou commissaires de ces bureaux se chargeaient volontiers de recueillir les offrandes; mais depuis la prétendue réorganisation de ces assemblées charitables, Messieurs les quêteurs sont reçus avec beaucoup moins de bienveillance et d'enthousiasme dans la plupart des maisons où ils se présentent.
 Tel a été l'un des résultats les plus clairs de la laïcisation des bureaux de bienfaisance.

On comprend dès lors que leurs membres soient peu pressés d'aller quêter à domicile; aussi, certains d'entre eux ont-ils manifesté le désir d'être remplacés dans cette mission par des agents salariés.

La question a été longuement débattue dans une réunion des délégués des vingt bureaux de bienfaisance. A la suite d'une vive discussion, il a été décidé que pour ne pas diminuer les ressources appartenant aux indigents, on ferait appel au concours de quêteurs bénévoles.

C'est dans ce sens que le préfet de la Seine a donné des instructions aux maires des arrondissements de Paris.

Cette solution est conforme à la logique et aux intérêts des pauvres, mais nous doutons fort que l'administration municipale trouve beaucoup de quêteurs bénévoles.

L'Allemagne vient de décider la création, à Paris, d'un poste de consul.

Cette création n'empêchera pas le maintien du consulat général existant actuellement.

Ces missions sont, cette année, au nombre de treize; elles comprennent un effectif total de quarante-trois officiers.

AVIS AUX ÉLECTEURS

Les charges de l'Agriculture

Quand le paysan français arrive à gagner 1,000 francs avec sa terre, l'État fait en sorte de lui prendre 333 francs

sous l'une des nombreuses formes que revêt l'impôt et au moyen des divers procédés que le fisc met en œuvre.

Quand le cultivateur américain, concurrent acharné du paysan français, gagne 1,000 francs,

son gouvernement ne lui demande que 10 francs

de contributions.
 Voilà pourquoi l'Américain peut vendre son blé à très bon marché, alors que le paysan français ne vend pas le sien, ou ne trouve à le vendre qu'à des prix insuffisants, qui le conduiront prochainement à la ruine.

Nouveaux succès pour les conservateurs

M. de Charencey, vice-président du comice agricole, maire de Nauvay (Sarthe), vient d'être élu conseiller d'arrondissement pour le canton de Marolles. Il a obtenu 1,604 voix contre 899 données à M. Hodebourg, adjoint au maire de Marolles, receveur d'enregistrement en retraite, présenté comme républicain. Ce résultat est des plus significatifs. M. Hodebourg, fixé à Marolles depuis plus de trente ans, avait acquis, comme receveur, une réelle popularité; tout récemment encore, au dernier renouvellement du conseil municipal, il passait le premier en tête de la liste. Le succès obtenu, dans de pareilles conditions, par M. de Charencey, n'en est pour lui que plus flatteur.

Une élection au conseil général a eu lieu dimanche, pour le canton d'Hondschote (Nord). Il s'agissait de remplacer M. Boudewyn, décédé. Voici le résultat: inscrits, 2,952; votants, 1,808.

M. Alf. Outters, conservateur, 1,782

voix, élu. M. Outters n'avait pas de concurrent. En relisant le résultat de cette élection, plusieurs journaux qualifient M. Outters de républicain; c'est une erreur.

M. ÉTIENNE

LA LETTRE DU GÉNÉRAL DE NÉGRIER

Nous avons mis M. Étienne, député d'Oran, en demeure de se prononcer sur l'accusation portée contre lui d'être l'auteur de la lettre attribuée au général de Négrier et publiée dans le *Mémorial des Vosges*, organe de M. J. Ferry.

M. Étienne, qui est depuis plusieurs semaines en Algérie, adresse à l'Événement la note suivante :

Ain-Temouchent, 8 septembre.
 Jamais je n'ai reçu ni publié la lettre attribuée au général de Négrier.

Signé : ÉTIENNE.

Après le démenti déjà opposé par le père du général, et nos informations qu'il a confirmées, on peut définitivement considérer comme apocryphe cette lettre, dont le destinataire reste inconnu, et que nous mettons toujours au défi de se faire connaître.

ON VEUT L'EMPIRE ? --- VIVE LE ROI !

Il y a onze ans, la France, fatiguée du provisoire républicain, faisait le premier effort pour en sortir.

Supposons qu'à cette époque, n'étant pas encore édifiée sur les mérites du parlementarisme, elle attendit son salut de ce système. Supposons qu'elle eût clairement exprimé le vœu de voir rétablir la monarchie constitutionnelle, avec un parlement souverain, gouvernant sous l'autorité fictive du roi — et que le parti impérialiste eût émis la prétention d'exploiter à son profit cette disposition des esprits.

Supposons que les journaux impérialistes eussent alors développé le thème suivant :

« Le pays veut la royauté parlementaire ? Qu'il proclame Napoléon IV ! »

Nul autre prince ne saurait restaurer ce régime nécessaire. Par sa lettre du mois d'octobre 1873, M. le comte de Chambord s'est rendu impossible; M. le comte de Paris, réconcilié avec lui, devenu son héritier, ne peut plus agir en dehors de lui : le parti royaliste est donc réduit à l'impuissance.

Le fils de l'Empereur, prince jeune, résolu, admirablement doté, très populaire, est seul en situation d'agir.

Il a peu de goût sans doute, peu d'admiration pour le genre de gouvernement que réclame la France, et il ne l'a jamais caché. Ces doctrines ne sont pas celles qu'on lui a inculquées, celles que personnellement on lui a enseignées.

Les hommes qui l'entourent, qui seront tout naturellement ses conseillers, ses serviteurs, s'il monte sur le trône, partageraient sans doute toutes ses répugnances pour un tel régime; ils avaient, comme lui, des conditions du gouvernement moderne une conception différente, une conception opposée.

Mais qu'à cela ne tienne ! Ils abandonneront sans difficulté leurs anciennes convictions, leurs anciens principes pour adopter les principes et les convictions que le goût du jour leur impose. Si Paris valait bien une messe, la France vaut bien une charte. Le Prince Impérial a déjà préparé la sienne, qui vous donnera par son libéralisme. Tous ses partisans sont prêts à la mettre en pratique.

Pour être à la hauteur de cette tâche imprévue, notre ami, M. de Saint-Paul, apprend par cœur la France nouvelle de Prevost-Paradol. Nommez le ministre de l'Intérieur : tous ses anciens « préfets à poigne », ramassés par lui aux saines doctrines de self-government, se montreront aussi débouaillés qu'ils étaient jadis autoritaires et deviendront les dociles serviteurs des délégations départementales, formées sur les bases du *Projet de Nancy*.

La France aura ainsi le personnel le plus apte à la gouverner, à l'administrer selon ses goûts, c'est-à-dire le moins possible.

Puisqu'elle veut absolument la royauté parlementaire, cédez donc à son vœu manifeste et criez avec nous : Vive l'Empereur !

Nous le demandons à tous les lecteurs sans passion, sans parti pris; nous osons le demander à eux-mêmes, comment les royalistes auraient-ils accueilli une telle prétention ?

Pour toute réponse ils eussent haussé les épaules, estimant avec raison qu'une thèse aussi singulière ne méritait guère d'être sérieusement réfutée.

Et bien ! l'hypothèse que nous venons d'indiquer se réalise aujourd'hui; seulement, les rôles sont renversés.

Ce n'est pas vers le régime constitutionnel que se tourne, en ce moment, la France : c'est vers le régime autoritaire. Ce n'est pas la Charte de 1830 qu'elle aperçoit dans ses rêves : c'est la Constitution de 1852. Mais les royalistes (par l'organe de leurs journaux, sinon par la voix, plus autorisée, de leurs chefs) nous l'offrent, en affirmant qu'ils ont seuls la qualité pour la comprendre et l'appliquer !

Obligés de reconnaître que le pays

attend l'Empire, ils en concluent qu'il faut acclamer Philippe VII !

« Vous voulez, disent-ils, un souverain énergique, résolu, tenant lui-même d'une main ferme les rênes du gouvernement, ne reconnaissant aux Chambres que le droit de le contrôler; des ministres irresponsables, parlant peu, agissant vigoureusement et des préfets autoritaires comme eux : nous tenons le tout à votre disposition.

« Vous cherchez quel serait le vice-empereur, le grand-vizir, de ce troisième Empire ? N'avons-nous pas le duc de Broglie ?

« Vous rêvez un nouveau Persigny ? M. Buffet n'est-il pas là ?

« Il vous faudrait un second Saint-Paul ? Prenez Michon ou Lefèvre-Pontalis !

« Ils n'ont pas été précisément formés pour ce genre de besogne ; mais ils s'y feront vite. Le 16 Mai leur a appris tout ce qui leur manquait : ils sauront l'acquiescer. Comment s'égareraient-ils dans cette nouvelle voie ? Leur ligne de conduite est nettement tracée : ils n'auront qu'à faire le contraire, tout le contraire de ce qu'ils demandaient autrefois à l'Empire. Ils y sont résolus. Quelle meilleure garantie voudriez-vous de leur caractère, de leur fermeté, de leur aptitude à gouverner la France comme elle veut être gouvernée ?

N'est-ce pas là, mise à nue, dépouillée des belles phrases et des considérations patriotiques dont on l'entourait, la doctrine imaginée par le *Gaulois* et soutenue aujourd'hui par un certain nombre de journaux royalistes ?

Ne vaut-elle pas celle que nous supposions tout à l'heure ?

Est-elle plus solide, plus acceptable ? Mérite-t-elle davantage d'être prise au sérieux ?

CHRONIQUE ÉLECTORALE

SEINE. — Il est à croire que les prétentions des royalistes empêcheront l'entente de se faire à Paris.

Le *Matin* annonce que M. Ferdinand Duval, agissant au nom du comité royaliste, ne veut pas accorder que dix places aux impérialistes : « Il concède MM. le duc de Padoue, P. de Cassagnac, J. Delafosse, Marius Martin, Binder, Bartholomée, Paul Dupont, Haussmann et deux autres, mais refuse MM. Duruy, l'académicien, et Raoul Duval comme suspects au point de vue religieux. »

Il entend, en revanche, imposer aux impérialistes, comme étant des leurs, l'amiral d'Hornoy et M. Dagnin, qui sont des orléanistes avérés. »

Le *Matin* ajoute que M. Marius Martin a convoqué les comités impérialistes de la Seine, pour demain soir, dans les bureaux du *Petit Caporal*, afin de les informer de l'état des négociations et de l'approuver dans la résistance qu'il oppose aux prétentions orléanistes.

A propos de la candidature offerte à M. le baron Haussmann à Paris, voici la lettre qu'il adresse et que nous trouvons dans le *Figaro* :

Paris, 8 septembre 1885.

Monsieur le rédacteur,

Je vous remercie, monsieur, d'avoir si bien compris et si bien exprimé le sentiment qui me fait résister au très grand honneur de figurer, avec tant de personnes, dans la liste de candidats au conseil conservateur du département de la Seine.

Serviteur reconnaissant et fidèle de l'empereur Napoléon III, je ne me suis jamais séparé de sa cause, ni de celle de son fils, dont j'ai salué la naissance et que j'ai eu le bonheur de voir dans son cercueil. Mais, la grande œuvre de la transformation de Paris, dont j'ai été l'inséparablement dévoué, n'a jamais eu de caractère politique.

J'ai été appelé au conseil des ministres, comme j'ai siégé au conseil d'Etat, parce qu'il y était journellement question de l'administration de Paris; mais, en aucun temps, je n'ai eu qualité pour prendre part à la direction politique du gouvernement. Préfet de la Seine à côté d'un préfet de police, j'étais en réalité que le maître central de Paris, et, comme tel, j'ai eu la responsabilité entière de l'administration de la ville pendant les dix-sept années qu'a duré mon mandat. Beaucoup de mes anciens collaborateurs sont encore là pour témoigner que je ne me suis enquis des opinions d'aucun d'eux, depuis les plus éminents jusqu'aux plus humbles.

Je suis Parisien de naissance et d'éducation; mais je n'ai jamais eu la moindre préférence dans Paris. J'y demeure le plus habituellement, parce que j'y ai des intérêts d'affaires à l'administration desquels je suis attaché; mais mon principal établissement est à Cestas, dans la Gironde. Ma candidature à Paris ne peut donc avoir pour raison que l'œuvre même que j'y ai commencée et que je poursuis avec la même ardeur, elle appartient à tous les électeurs parisiens, quelles que soient leurs convictions politiques.

Aujourd'hui, pas plus que sous l'Empire, la transformation de la ville, que mon nom personnel, ne saurait être autre chose qu'une grande œuvre d'utilité publique.

Recevez, monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

G.-E. HAUSSMANN.

CORSE. — Notre correspondant particulier nous écrit de Bastia, le 5 septembre :

Jusqu'ici il était difficile, sinon impossible, de définir la situation électorale en Corse. Chaque jour une candidature nouvelle se produisait, les partis n'avaient pas encore pris position, ni formé leurs listes; on commençait à peine à s'y reconnaître. Pour un nombre très restreint de sièges — nous n'en comptons que quatre — il y a eu dix candidats, et nul part la lutte ne sera plus vive.

Comme toujours, la question de principes est secondaire, quoiqu'elle ait, par suite du groupement des partis, un peu plus d'importance que d'habitude; c'est la question de personnes qui primerait. L'électeur corse, pouvant voter pour plusieurs candidats, veut avoir, comme on dit vulgairement, un pied dans chaque camp; aussi fort peu de suffrages seront-ils acquis aux listes entières. Dans la plupart des bulletins de vote, on a deux noms seront biffés et remplacés par d'autres noms.

Pour l'instant, il n'y a que deux listes en présence : la liste bonapartiste et la liste opportuniste.

La première comprend les noms suivants : MM. Gavini, député sortant; Jacques Abbattucci, comte Alfred Muletto et de Montera, ancien magistrat.

M. Gavini est trop connu dans le parti impérialiste pour qu'il soit nécessaire d'en parler longuement. Il est en Corse le représentant le plus considérable du parti conservateur. Sa réélection est certaine; de tous les candidats, c'est à peu près le seul qui ait quelques chances d'être élu au premier tour de scrutin. Son influence personnelle sera d'un très grand secours aux autres candidats.

M. Jacques Abbattucci le suivra de près. C'est un nouveau venu dans la politique; mais il porte un nom qui a une grande action sur les électeurs et qui signifie dévouement et fidélité. Sur ce nom se réuniront les suffrages de tous ceux qui ont le culte du souvenir et qui voudront récompenser en lui les bienfaits qui ont été répandus en Corse par la famille Abbattucci. Les deux autres candidats de la liste bonapartiste, MM. Muletto et de Montera, sont des hommes qui ont été réélus en Corse par la famille Abbattucci. Les deux autres candidats de la liste opportuniste, MM. Muletto et de Montera, sont des hommes qui ont été réélus en Corse par la famille Abbattucci.

M. le comte Muletto est depuis dix ans un membre du conseil général de la Corse. C'est une des personnalités les plus sympathiques et les plus distinguées du parti conservateur de notre île; M. Muletto a déjà donné maintes preuves de son talent; aussi bien, la sûreté de ses relations, la vivacité de son esprit et sa parfaite courtoisie ne lui font que des amis. Partout il a été accueilli avec une faveur marquée.

La candidature quelque peu tardive de M. de Montera a fait avorter le projet d'alliance qui allait être conclu avec les autres conservateurs; on allait, en effet, décider que le quatrième nom porté sur la liste conservatrice serait celui de M. le comte François Pozzo di Borgo. Mais soit que l'entente n'ait pu se faire, soit que le comité central ait voulu que dans le pays des Bonapartistes la liste fût exclusivement impérialiste, c'est M. de Montera qui a été choisi.

Ancien avocat général et actuellement bâtonnier de l'ordre des avocats de Bastia, M. de Montera est un orateur d'une très grande valeur. Ses discours, comme ceux du ministère public et comme ceux d'assises ont eu beaucoup de retentissement, et à ce point de vue, la Chambre ferait une excellente acquisition en même temps que la Corse pourrait compter sur un représentant capable de porter à la tribune ses légitimes doléances.

Bien que n'étant pas porté sur cette liste, M. le comte François Pozzo di Borgo aura un très bon rang.

Il appartient à une très ancienne famille légitimiste qui n'a jamais transigé avec ses principes. Déjà en 1871, M. Pozzo di Borgo obtint plus de dix mille suffrages; aux dernières élections municipales, c'est grâce à lui que le conseil municipal d'Ajaccio et M. le maire Perail, aujourd'hui sénateur, furent battus et remplacés par des conservateurs.

En somme, comme le parti opportuniste est divisé, comme deux de ses candidats sont sacrifiés d'avance, le parti conservateur, servi par ses divisions, aura au moins deux candidats élus; c'est, aux yeux des plus pessimistes, chose certaine, et comme d'après l'opinion générale, le scrutin réserve de grandes surprises, il se pourrait qu'un seul opportuniste et trois conservateurs fussent élus.

Voici la circulaire que les candidats bonapartistes ont adressée aux électeurs :

Bastia, le 15 août 1885.

Cher compatriote,

Candidats au mandat de député, nous avons l'honneur de solliciter vos suffrages et votre concours.

Nos noms suffisent à indiquer ce que nous sommes et ce que nous serons; ils valent une profession de foi.

Cependant, nous tenons à déclarer que le peuple a le droit absolu d'être consulté directement sur la forme du gouvernement. Aussi nous rechercherons toutes les occasions d'obtenir la manifestation légale de sa volonté, devant laquelle tout citoyen aura le devoir de s'incliner.

Si vous voulez bien nous accorder votre confiance, nous approuverons toutes les propositions ayant pour but de protester contre le régime de partialité et d'arbitraire administratif imposé depuis plusieurs années à la France et surtout à notre département.

Nous nous prononcerons contre la politique d'expansion coloniale, ruineuse sans profit — et contre le système de persécutions religieuses adopté par la majorité du Parlement.

Nous défendrons tous les principes d'ordre, de liberté, de progrès et de justice, et nous soutiendrons avec énergie les intérêts matériels et moraux de notre chère Corse.

Agitez, cher compatriote, l'assurance de nos sentiments dévoués.

CAVINI, député sortant, H. DE MONTERA, ancien magistrat, COMTE ALFRED MULETTO, JACQUES ABBATTUCCI.

FINISTÈRE. — Voici, sur ce département, la communication qui nous est adressée par un de nos correspondants, et que nous avons annoncée hier :

Il est décidément inexact que les royalistes abandonnent trois sièges à nos amis. La vérité est, au contraire, que M. de Chamallard, vice-président du comité royaliste, a refusé, il y a déjà quelques jours, et officiellement, toute entente avec nos amis, dans une lettre adressée à M. le duc de Padoue.

La vérité est encore que M. le duc de Padoue, agissant au nom du comité de la rue d'Anjou, a écrit à M. de Chamallard qu'il

acceptait la rupture, en lui laissant toute la responsabilité.

Si cette lettre n'a pas encore été remise au président du comité royaliste, c'est que, sur la demande de nos amis, M. G. Derrien, à bien voulu se charger de dénoncer publiquement les propositions de M. de Chamallard. C'est avant-hier que le fait a eu lieu. M. G. Derrien, dans les circonstances suivantes : M. de Chamallard avait convoqué, chez lui, un certain nombre de conservateurs, choisis par lui, dans les quatre cantons de la circonscription afin de désigner un candidat conservateur.

Malgré les efforts des royalistes, notre ami Derrien est parvenu à se faire nommer délégué à cette réunion pour la ville de Pont-l'Abbé.

A peine la réunion ouverte, M. de Chamallard a pris la parole pour déclarer que tous les assistants, par la *faute* *seul* de leur présence, étaient engagés à accepter les volontés du comité royaliste de Landerneau.

Notre ami a immédiatement demandé la parole, et, dans une chaude improvisation, a protesté énergiquement contre les prétentions de M. de Chamallard : il a déclaré qu'il était impossible de prendre un engagement de cette nature, que la rupture définitive entre les royalistes et les bonapartistes était la conséquence inévitable des procédés de M. de Chamallard, et que, dans un pays où la masse conservatrice est restée dévouée au grand

augmentera encore le respect et l'amour que l'on a pour l'illustre amiral que la France vient de perdre.

M. Henri Lavoix, administrateur de la bibliothèque Sainte-Genève, est envoyé en mission dans la Siède et la Norvège; il est chargé de négocier de nouveaux échanges entre la France et ces Etats et d'étudier les moyens d'augmenter le groupe scandinave de la bibliothèque Sainte-Genève.

C'est hier qu'a eu lieu à Trouville l'assaut donné au bénéfice des marins malheureux. Une nombreuse et élégante assistance est venue y applaudir les belles passes des amateurs parisiens, et la recette a été des plus fructueuses.

Au banquet qui a été donné pour le grand concours de gymnastique, M. Dolfus, président de la Société de tir de France, a porté un toast à ceux « qui préparent la patrie à être forte et grande ».

La proclamation solennelle des récompenses à l'exposition d'Anvers qui est, comme on le sait, fixée au 14 septembre, aura un éclat exceptionnel.

LL. MM. le roi et la reine des Belges assisteront à cette cérémonie, ainsi que le corps diplomatique. Si le temps est beau, elle aura lieu dans un vaste hall à décoration égyptienne, occupant le grand portique d'entrée et l'allée principale des jardins; en cas de mauvais temps, dans l'immense salle des fêtes. Les exposants, réunis par groupes, défilent au nombre de plusieurs milliers devant Les Majestés. De grandes fêtes précéderont et suivront la distribution des récompenses. Le nombre des visiteurs dépasse toutes les prévisions.

Hier, a eu lieu à Saint-Germain-des-Près, le service de M. Pingard, et toutes que le monde savant compte d'illustrations avait eu à cœur d'y assister.

Outre la délégation des Académies composée de MM. Sardon, Coppée, Gaston Boissier et Bertrand, nous avons remarqué dans l'assistance MM. Emile Augier, Chénobry, Guillaume, le duc de Broglie, Etienne Arago, Massenet, Champodry, l'amiral Cloué, Tardieu, Ernest Desjardins, l'amiral Mouchez, Hilly, Geoffroy, Camille Doucet, Maxime Ducaup, etc.

Après la cérémonie, le convoi s'est dirigé vers le cimetière Montparnasse où a eu lieu l'inhumation.

Le bureau du conseil municipal de Paris vient de décider que les frais des obsèques de M. de Bouteiller, conseiller municipal du seizième arrondissement, seraient supportées par la Ville de Paris, qui fournirait également la sépulture.

La République prodigue beaucoup trop ce genre d'obseques, qui doit être réservé à des serviteurs tout particulièrement glorieux du pays.

Hier, la ville d'Abbeville faisait des funérailles publiques à l'amiral Courbet, un héros. Aujourd'hui, la Ville de Paris fait des funérailles exceptionnelles à M. de Bouteiller. Sans un peu moins de pompe ici que là, ces deux mémoires sont traitées de même. Quelle différence pourtant entre le défenseur de Fon-Tcheou et le candidat conduit lors de la dernière élection législative du seizième arrondissement!

Prodiguer ainsi les honneurs funéraires, c'est leur enlever tout leur prix.

Au point de vue financier, la décision du conseil municipal ne nous paraît pas moins critiquable. En fin de compte, ce sont les contribuables parisiens qui payent ces obsèques, et l'on sait s'ils sont déjà accablés d'impôts!

M. Louis Teste, notre confrère du *Gaulois*, a adressé au directeur du *Sicéle* la lettre suivante que nous publions sans commentaires :

Monsieur le directeur du *Sicéle*, Il y a quelques jours, le *Sicéle* a prétendu que M. Edoard Hervé avait déclaré que Monsieur le comte de Paris était partisan de la constitution de 1852; M. Hervé a protesté dans le *Sicéle*, et, dans votre numéro du 8 septembre, en lui donnant acte de sa protestation, vous m'attribuez ce propos.

Monsieur le comte de Paris ne m'a jamais fait l'honneur de me faire ses confidences sur ce document historique, et, dans le *Gaulois* du 1er août dernier, j'ai écrit que « si la monarchie était la constitution de 1875 ou celle de 1852, elle commettait la même erreur que si elle adoptait la charte de 1830 ou celle de 1814, parce que tout gouvernement emprunte sa constitution aux circonstances qui lui donnent naissance ».

Je compte sur votre courtoisie pour publier ma rectification, et je vous prie, monsieur le directeur, d'agréer l'expression de mes sentiments très distingués.

LOUIS TESTE.

La librairie Ollendorff vient de lancer la troisième édition des *Soirées de la baronne*, de M. Eugène Guyon. En quelques jours les deux premières éditions ont été enlevées; nos confrères avaient donc raison de prédire à ce livre le succès qu'il obtient.

Au moment où chacun commence à s'occuper des prochaines élections, *Paris illustré* consacre son numéro de septembre au Monde politique. Laissons de côté tout parti pris, il a traité le côté humoristique et pittoresque, et y a trouvé ample matière à de charmantes illustrations en couleurs. Jeannot, Pille, Renouard, Steinlen, Tofani, David, Desmoulin, les ont interprétées avec le talent que l'on connaît.

En outre, *Paris illustré* a eu l'idée vraiment originale de dresser une classification de la Presse parisienne, divisée par partis politiques. Les directeurs des grands journaux ont adressé au *Paris illustré* leur programme politique; et ces programmes ont été illustrés de la reproduction minutieuse de la première page de chaque journal, et des portraits des inspirateurs politiques ou principaux rédacteurs.

C'est là un des numéros les plus attrayants de cette belle publication qui fait honneur à l'imprimerie Lahure et à la librairie Baschet.

Hier, grande cérémonie religieuse, à la chapelle de Notre-Dame de la Persévérance, 40, rue de La Fontaine, à Auteuil.

Soixante garçons, recueillis par l'abbé Roussel, y ont fait leur première communion.

La messe a été dite par M. l'abbé Caillet, curé de Notre-Dame-de-Lorette; l'instruction a été faite par M. l'abbé Villameur.

Dans l'après-midi, Mgr Dubois, évêque de Raphaim, y a donné le sacrement de la confirmation.

Ce soir commence, pour les israélites, la fête du Rosch-Hoschana (nouvel an), qui dure deux jours et précède de dix jours le Yom Quippour, ou Grand-Pardon, qui impose un jeûne solennel.

On annonce la publication prochaine des *Mémoires* de M. Camille Doucet.

La nouvelle avait été déjà donnée, puis démentie.

Elle paraît certaine, cette fois. Les *Mémoires* du secrétaire perpétuel de l'Académie nous promettent de curieuses révélations.

Pendant un demi-siècle, M. Camille Doucet a vu de près toutes les notabilités du monde littéraire et artistique. Son panorama sera, à coup sûr, plus curieux que tous ceux dont on nous inonda naguère.

L'hôtel appelé le Pavillon-de-Madame, sis avenue de Paris, à Versailles, vient d'être acheté par M. Chateaubert.

Le Pavillon-de-Madame est un des rares survivants parmi les édifices construits à Versailles sous Louis XV. Les trumeaux et les dessus de portes sont ornés de décorations authentiques de Boucher, bien connues des amateurs.

Un parc magnifique fait suite au Pavillon : sa dénomination lui vient de ce qu'il a appartenu longtemps à Madame Adélaïde.

C'est le 19 de ce mois que doit avoir lieu l'adjudication annuelle des fournitures de toutes sortes nécessaires aux divers services des écoles de la ville de Paris.

Un détail amusant de cette adjudication peut être relevé. Il s'agit du chiffre annuel évalué la fourniture de l'encre consommée annuellement par nos écoliers et nos écolières. Ce chiffre est de 7,500 francs; comme 135,000 enfants environ fréquentent les écoles, il en résulte que chaque enfant consomme en moyenne, par an, cinq centimes et demi d'encre. On avouera que dans un sou et demi d'encre, il n'y a pas de quoi faire énormément de « pâtes ! »

On parle depuis longtemps des bateaux-express.

C'est demain jeudi qu'aura lieu, entre le Louvre et Suresnes, l'ouverture de la première section du service de la nouvelle flottille.

Sous peu de jours, nous assisterons à l'ouverture de la deuxième section comprise entre le Louvre et Charenton.

Da Charivari : Le général Z... inspecte les officiers de réserve avant le départ pour les manœuvres.

Qu'est-ce que vous faites dans le civil demande-t-il à l'un d'eux.

— Mon général, je suis employé au Mont-de-Piété.

— Excellent !... Cet officier sera spécialement chargé du service des reconnaissances.

M. Floquet à Perpignan

On sait que l'ex-préfet de la Seine était allé à Perpignan pour rendre compte de son mandat aux électeurs — car M. Floquet est député de Perpignan; on n'a jamais su pourquoi. Après tout, ils sont tant et tant comme cela qu'on finit par ne plus s'occuper de ce détail.

Hélas ! il ne semble pas que les républicains aient donné un satisfait à l'ancien opportuniste devenu radical.

Plus de 1,800 personnes se pressaient dans la salle du théâtre. Opportunistes et radicaux s'étaient donné rendez-vous. La formation du bureau a duré près d'une demi-heure au milieu de hurlements incroyables. Enfin un bureau mixte paraît accepté.

M. Floquet prend la parole. Il est si violemment interrompu dès le début, qu'il s'écrit :

Si l'assemblée ne veut pas m'entendre, je vais me retirer à l'instant même.

Sur la promesse formelle que ses adversaires auront la parole à leur tour, il est écouté avec une religieuse attention.

De plus en plus décontenancé, il patte, terriblement, et il tombe dans le pathos parlementaire; citons :

J'ai accepté, en 1882, le programme radical pour défendre une politique, non de prise d'assaut, mais de pénétration vis-à-vis de mes collègues.

J'ai mon actif la loi contre les prétendants et mon opposition à toujours été républicaine.

J'ai été efficace pour les personnes; j'ai toujours été opposé aux mesures violentes et si j'ai voté avec les monarchistes, c'est à ce que je ne pouvais pas les laisser protester tout seuls.

Pour démontrer que la politique de M. Ferry s'inspire de la politique coloniale de l'Empire, M. Floquet lit une proclamation de Napoléon III en 1853. Cette proclamation est enlevée par le public, malgré les indignations de l'orateur.

Il continue en disant que pour le Tong-King il a voté les crédits mais « refusé la confiance qui aurait vivifié les crédits » (?)

La vote qui a renversé M. Ferry est le « leur même de la raison ». Alors arrivent M. Brissot, un vrai démocrate.

Nous ne demandons pas des élections de combat, mais des élections de clarté. Nous avons confiance, car le paysan ne diffère pas des autres hommes.

Il parle de l'éternelle jeunesse que doit avoir la République. Il dit qu'on ne gouverne pas contre les villes, contre la jeunesse, contre l'idéal.

M. Rolland lui répond, et, entre autres choses dures à entendre, lui dit ceci :

Je viens au nom et comme président du comité de l'Union républicaine vous faire quelques observations.

En 1882, vous avez accepté avec joie notre concours. Aujourd'hui, vous nous repoussez en nous appelant opportunistes. Cependant nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier.

C'est à ce changement, c'est votre situation personnelle, alors vous voulez tout prix être nommé député de Perpignan. Aujourd'hui, vous voulez être nommé député de Paris et vous craignez d'être compromis par nous.

Il n'y a pas d'autre motif à votre changement de politique.

M. Floquet interromp à plusieurs reprises, ses amis font chorus et M. Rolland est obligé de quitter la tribune.

M. Floquet veut répondre. On le siffle, on le hue, on lui crie : *Opportuniste ! A Tunis, Mustapha !*

Vainement le malheureux veut répondre, les épithètes les plus blessantes lui sont jetées; c'est un vacarme sans nom, un tapage infernal.

Le pauvre orateur prend alors ses chapeaux, montre le poing au public et s'éloigne, poursuivi par les clameurs de ceux de qui il attendait les bravos.

Vive la République, monsieur !

LE DISCOURS DE M. BRISSET

Pendant que M. Floquet se faisait huer hier à Perpignan, M. Brissot, son oppai, plus heureux et plus adroit, collectionnait des bravos aux « Vendanges de Bourgogne ».

Tous disons : plus heureux, parce qu'il a trouvé des euphémismes audacieux au profit de la République; nous disons plus adroit, parce qu'il s'était arrangé pour n'avoir qu'un petit nombre d'auditeurs — 250 — bien triés sur le volet.

D'abord, un bon petit speech personnel :

Je suis demeuré quatre ans président de la Chambre et j'ai dû ensuite prendre le pouvoir dans les conditions que vous savez. Le pouvoir est de tout temps une tâche lourde, mais à la fin d'une législature il devient un fardeau plus lourd encore; et puis des questions graves étaient engagées que nous n'avons ni le temps, ni la liberté d'étudier. Mais qu'importe quand le devoir commande !

Curtius n'est plus qu'un polisson, un poltron. En effet, le patriote romain ne le précipite pas, mais un gouffre où il tombe la mort; et M. Brissot est monté au pouvoir où il a trouvé l'impotence, les honneurs, la facilité de protéger ses amis, et une centaine de mille francs, traitement et avantages compris, sans compter les courtisans !

Voici, maintenant, le cliché sur la durée éternelle de la République :

La proximité des élections nous crée une situation difficile; des dissentiments, presque des déchirements se sont engagés entre les républicains. Il est bon cependant que les candidats se rendent de la nécessité de s'entendre; les factions monarchiques se préparent à donner un assaut qu'elles ne pourront plus renouveler, espérons-le, mais il faut que toutes les forces républicaines marchent unies. Malgré tout, laissez-moi penser, citoyens, que la très grande majorité de l'opinion républicaine est indifférente à ces petites querelles et que la République a poussé des racines que rien désormais ne saurait arracher.

Trémolo à l'orchestre et rumeurs de satisfaction à la cantonade.

Ici, M. Brissot délivre un satisfait à son cabinet. C'est très sérieusement qu'il dit — mais sans regarder M. Allain-Targé présent, et qui pourrait en rire :

De toute façon, nous aurons fait des élections loyales, laissant le moins de rancunes. Merci, mes chers amis, de m'avoir, par votre invitation, procuré l'occasion d'appeler l'attention sur cette idée de conciliation. Il n'y a pas de péril à gauche. Nul de ce côté ne compte sur une autre force que celle de la libre discussion, et à ceux qui ont fait la tentative de 1877, nous ne conseillons pas de recommencer.

Ici, l'arme est à deux fins. M. Brissot passe la main sur le dos des intransigeants, et montre le poing aux conservateurs.

M. Brissot fait naturellement l'éloge de la République et de son œuvre. Après avoir parlé des frais de la guerre, payés non par la République, mais par le pays, qui avait économisé sous l'Empire, M. Brissot a l'audace de dire :

Il lui a fallu élever des écoles par milliers, porter de 23 à 132 millions le budget de l'instruction publique, relever le traitement des petits fonctionnaires, les pensions des officiers retraités, pousser avec énergie les travaux publics, car cette République impuissante a fait 13,000 kilomètres de chemins de fer, elle a fait 50,000 kilomètres de chemins de fer, elle n'a négligé aucun des grands intérêts nationaux.

Autant d'affirmations, autant de mensonges ou de déclarations cyniques.

Vos écoles ont ruiné les communes, gravé le budget sans profit pour personne, car les familles paient plus cher l'instruction de leurs enfants, car un grand nombre de vos écoles sont vides, et là où elles sont garnies on prêche la haine de Dieu.

Il est faux que vous ayez relevé le traitement des petits fonctionnaires; facteurs, cantonniers, agents, employés subalternes sont toujours à la portion congrue; mais vous avez créé des sinecures, mais vous avez augmenté le traitement des gros employés.

Quant aux voies de communication, elles ont été le plus souvent construites en vue d'intérêts électoraux et vos chemins de fer de l'Etat ne donnent que des pertes.

Vous avez négligé tous les intérêts nationaux; vos traités de commerce en témoignent.

M. Brissot devait aborder la question religieuse, et voici ce qu'il n'a pas craint de dire :

Le respect de la conscience est le premier principe de la Révolution. La religion n'est pas en cause, elle n'y a jamais été; la foi personnelle subsiste, elle est respectable et ceux qui la possèdent ne peuvent être considérés comme une quantité négligeable.

Il est impossible de travestir la vérité avec plus d'impudence ! Quoi ! la République respecte la liberté de conscience, et elle persécute les ministres du culte, et elle spolie les congrégations, et elle opprime les catholiques, et elle impose l'athéisme à nos enfants !

Enfin est venue la question de la politique extérieure, celle des impôts et celle du socialisme :

On a dit que les expéditions lointaines étaient terminées; il souhaite que ce désir se réalise; mais il est forcé de constater que l'expédition de Madagascar n'est pas achevée. Il existe encore des difficultés; elles ne sont pas, toutefois, au-dessus des forces d'une nation comme la nôtre.

La nouvelle Chambre aura à étudier le remaniement de notre système d'impôts. Elle cherchera à soulager notre industrie et notre agriculture en supprimant une partie de l'impôt sur la grande vitesse, en supprimant également les prestations et en diminuant les taxes sur les mutations, ainsi que les taxes de justice.

Passant à la question sociale, M. Brissot a dit que le gouvernement doit l'instruction

tion aux ignorants, l'assistance aux malheureux. Il a ajouté que dans cet ordre d'idées tout était à faire.

En terminant, le président du conseil s'est adressé aux députés monarchiques et les a menacés des factions monarchiques qui menacent la forme actuelle du gouvernement.

Il a dit que les événements de 1870 et 1877 avaient suffi à la France. Si les républicains savent rester unis, ils n'auront pas à craindre les anciens parisiens, ils pourront crier avec confiance : En avant ! Vive la République ! (Applaudissements).

Ses aveux sur les expéditions lointaines, bien qu'incomplètes, sont à retenir; les menaces touchant les impôts sont à ne pas oublier.

Quant aux douceurs adressées aux socialistes, tout le monde peut en prendre sa part, les uns pour espérer, les autres pour craindre.

Enfin, les derniers appels à l'union établis très nettement que M. Brissot n'est pas aussi sûr qu'il le dit de la longévité de la République.

Amen !

LE CONFLIT HISPANO-ALLEMAND

Le conflit hispano-allemand est entré dans la phase d'alternatives et de contradictions qui signala la fin du conflit anglo-russe, et il en sera toujours ainsi en pareilles circonstances.

Il est impossible, en effet, que des événements de cette nature n'aient pas des sursauts, des contre-coups. On n'apaise pas une nation comme on éteint un bec de gaz.

Les nouvelles alarmantes qui arrivent des provinces espagnoles pas plus que les commentaires de la presse allemande ne surprendront les esprits sérieux. Il faut les enregistrer comme, après une éruption volcanique, on constate soit une secousse sismique, soit un jet de fumée.

A l'intérieur, la situation est plus grave. Les révolutionnaires s'agitent et s'apprent à faire le plus mal possible à la patrie. C'est la tactique républicaine : la haute vermine du 4 Septembre pulvérisée et formée un peu partout.

Nous espérons que le gouvernement espagnol aura l'énergie nécessaire pour réprimer sévèrement, avec la plus grande rigueur toute tentative de rébellion.

Voici maintenant les dépêches et renseignements qui nous arrivent :

L'apaisement

Des dernières dépêches, tant de Madrid que de Berlin, donnent l'impression d'apaisement, comme on en peut juger :

Madrid, 8 septembre, 11 h. 50 matin. Les négociations continuent de la façon la plus cordiale.

L'agence Fabra dit qu'un préparé une note en réponse à celle de l'Allemagne.

La canonniers allemande *Ulla* n'a laissé à Yap aucun personnel. Elle a touché à Manille, se dirigeant vers Singapour.

Le projet de l'arbitrage proposé par l'Allemagne deviendra inutile.

Les sagassins, mobilisant leur précédente attitude, déclarent qu'ils n'ont déclaré la guerre qu'hypothétiquement.

L'apaisement se fait dans les esprits.

Berlin, 8 septembre, 1 h. 35 soir.

Le calme règne un peu dans les esprits.

La note de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, organe du prince de Bismarck, a produit une bonne impression dans le monde politique.

On signale un échange de dépêches très agréables entre le comte Herbert de Bismarck, sous-secrétaire d'Etat provisoire aux affaires étrangères, et le prince de Bismarck à Varzin.

Les ambassadeurs des puissances tiennent de fréquentes conférences.

Le ton de la presse est très modéré et conciliant.

Dans les hautes sphères, on assure que l'empereur Guillaume va prochainement le maintien de la paix et aurait imposé sa volonté au prince de Bismarck.

Les négociations

Le cabinet de Madrid prépare une note en réponse à celle de l'Allemagne. Cette note vise la question de l'arbitrage.

Mais après l'abandon formel par l'Allemagne de toutes ses prétentions sur l'île de Yap, l'arbitrage devient superflu et inutile s'il doit se borner au cas qui était en litige.

Il ressort de la note allemande que la chancellerie est désireuse de saisir cette occasion pour établir un plaidoyer fortifié le principe qu'elle veut faire admettre, que toute terre non occupée effectivement appartient à la puissance qui assumera la responsabilité d'un gouvernement avec ses charges et ses devoirs vis-à-vis des résidents.

L'Espagne n'est pas éloignée d'adhérer à ce principe en tant qu'il ne lésa pas ses intérêts et que ses possessions coloniales, telles qu'elles se comportent, resteront en dehors de toute discussion.

C'est sur ce point un peu théorique que vont rouler les négociations, qui ont revêtu un caractère très cordial.

Les inquiétudes

Madrid, 8 septembre. Le gouvernement, la presse, la nation entière sont unanimes pour refuser de souscrire à un arbitrage, une question qui touche à l'honneur de l'Espagne.

On attend avec anxiété à Madrid des nouvelles du vapeur *Velasco* parti le 26 août pour prendre possession de l'île de Yap.

On ignore encore si la canonniers allemande *Ulla* a quitté Yap.

A la suite d'une manifestation antigermanique à Valence, un groupe d'individus a arraché l'échouage du consulat allemand et a brisé la hampe du drapeau.

La municipalité de Barcelone a protesté contre la conduite de l'Allemagne à l'île de Yap.

Une manifestation antigermanique est signalée à Saragosse.

Hier soir, à Madrid, un léger désordre s'est produit à la Puerta del Sol. Il a été promptement réprimé par la police.

Malgré les bruits de détente qui circulent, on donne deux nouvelles graves : L'escadre allemande de la Baltique fait route à destination des ports espagnols.

Le conseil s'occupe actuellement d'une nouvelle réclamation de l'Allemagne, qui exige que le drapeau soit saisi à titre de réparation pour ce qui s'est passé à Vigo (?)

A l'intérieur

Comme nous l'avons dit, les révolutionnaires prennent leurs dispositions pour profiter de tout incident fâcheux et même pour pousser à la révolte.

On sait que la propagande socialiste se poursuit avec activité.

Aujourd'hui, les républicains font leur possible pour que le roi Alphonse porte

la peine de l'incident actuel. Ils sont aidés dans cette entreprise par les socialistes. La campagne est menée avec ardeur, et non sans habileté.

En attendant, le vrai peuple espagnol donne à son souverain les témoignages de respect auxquels il a droit :

Madrid, 7 septembre, 10 h. 20, soir.

Le roi a parcouru ce soir Madrid et le parc du Retiro, tout seul, sans la moindre escorte, conduisant lui-même son phaéton. Le public a partout salué respectueusement Sa Majesté.

Un avertissement

La *Gazette nationale* ne doute pas que l'Allemagne reçoive de l'Espagne la satisfaction voulue; si une révolution éclatait en Espagne et amenait la chute du roi Alphonse, l'Allemagne saurait obtenir satisfaction; l'Espagne est hors d'état de lui faire du mal.

La *Gazette nationale* ajoute que le seul Espagnol qui comprenne toute la portée de l'affaire des Carolines est peut-être le roi Alphonse.

M. Canovas, dit ce journal, ne s'est pas montré à la hauteur de sa tâche. Dans les mesures prises récemment à Madrid, on croit reconnaître la main du jeune roi. On ne peut que désirer, dans l'intérêt de l'Espagne, que cette main se montre assez vigoureuse pour faire triompher la cause du roi par la prudence et la modération. On se tromperait entièrement en supposant que l'Allemagne s'efforce beaucoup aux événements politiques intérieurs de l'Espagne. Ce qu'il y a de certain jusqu'à présent, c'est que l'on agira d'une façon justifiée par la prudence en s'abstenant d'accepter l'appui au nombre des grandes puissances et d'élever la légation d'Allemagne à Madrid au rang d'ambassade; car un pays qui est si peu capable d'observer les formes usitées dans les relations des puissances n'est pas du tout apte à s'élever et à faire entendre sa voix dans le suprême conseil de l'Europe.

JOURNAUX ET REVUES

Dans une réunion récemment tenue, les Alsaciens-Lorrains résidant à Paris ont décidé de présenter à leur prochaine élection législative.

La *Republique française* combat l'idée qu'a présidée à l'élection de ces candidatures, et elle la qualifie « des plus faibles » :

Et voyez donc quel serait le résultat déplorable de ce plébiscite, soit qu'il réussisse, soit qu'il échoue. Si ces deux candidats ne sont pas élus, on dira, à Berlin, que la cause de l'Alsace-Lorraine ne réveille plus d'écho à Paris. Et si ces deux élus sont élus, on s'écriera que la France incorrigible déchire les traités et se prépare à déclarer la guerre à l'Allemagne.

En raisonnant ainsi, on aura complètement tort, au fond, dans un cas comme dans l'autre, mais l'apparence permet d'argumenter de la sorte. Les promoteurs de ces candidatures pensent-ils qu'ils ont servi la France, ou qu'ils auront amélioré le sort de nos frères d'au delà des Vosges ? Non, en vérité.

Que des Alsaciens-Lorrains posent leur candidature aux prochaines élections, rien de mieux. Nous connaissons parmi eux des hommes de mérite qui feraient d'excellents députés. Mais qu'ils se présentent comme de simples citoyens français qui défendent telle politique, telle opinion, telle réforme, et non comme personnifiant l'

Les grandes marées. — On sait que c'est dans le mois de septembre que doit avoir lieu la plus grande marée de l'année.

Les amateurs des grands phénomènes de la nature sont informés que le passage du flot aura lieu aux heures suivantes à Caudebec, où le mascaret est dans toute sa beauté :

11 septembre, 10	5 matin.
Idem... 10	20 soir.
12 septembre, 10	35 matin.
Idem... 11	soir.

La ligne de l'Ouest peut amener les voyageurs à Caudebec, qui y est relié. Le train de 6 heures 43 du matin de Rouen arrive à Caudebec à 9 heures 15 pour la marée des 10, 11 et 12.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 9 SEPTEMBRE
La température se maintient sensiblement stationnaire sur l'Ouest de l'Europe. En France, le temps est à averses. Hier, à Paris, il a plu dans l'après-midi et pendant la nuit.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANGHE. — Vent O.-N.-O. fort; mer houleuse.

OGAN. — Vent O.-N.-O. assez fort; mer agitée.

MÉDITERRANÉE. — Vent N.-O. modéré; mer agitée.

Aujourd'hui, 9 septembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin.....	+ 14 > 1/2
A onze heures du matin.....	+ 17 > 1/2
A deux heures du soir.....	+ 19 > 1/2
Température la plus basse de la nuit	+ 13 > 1/2

Le baromètre est à 752 millimètres.

LES ÉVÉNEMENTS D'ANNAM

Le *Journal officiel* publie ce matin le rapport du général de Courcy sur l'expédition de la nuit du 4 au 5 juillet et la prise de la citadelle de Hué. L'importance des documents que nous publions aujourd'hui ne nous permet pas de donner, dès maintenant, le rapport in extenso du commandant en chef du corps expéditionnaire du Tong-King ; il ne contient du reste aucun fait nouveau que nous ne connaissions déjà par les dépêches. Nous reproduisons cependant quelques détails principaux :

En outre, la canonnière *Javeline* était mouillée dans la rivière, à peu de distance de l'angle de la citadelle occupée par les troupes françaises. Son armement est de : 1 canon de 16 c., 1 obusier de 4 de montagne, 2 canons rayés.

Le 4 juillet au soir, le général en chef, le général de Courcy, les officiers de la garnison ; cette réunion avait surtout pour but de se rendre compte des besoins de la troupe et de traiter différentes questions de détail relatives à l'installation.

A dix heures, les officiers repagèrent leurs canonniers. Tout est calme, et rien ne peut faire supposer que l'armée annamite se prépare, dans ce moment, même, à nous attaquer (trafic) pendant la nuit.

A une heure du matin, au signal donné par un coup de canon, l'attaque commence simultanément contre la légation et contre la concession.

Des bandes d'Annamites, munis d'engins incendiaires, bousculent les sentinelles, se ruent sur les palloles ou dorment les soldats et y mettent le feu. De tous côtés des incendies s'allument avant même que l'ennemi ait pu être donné. Les hommes se lèvent, prennent leurs fusils et leurs cartouches ; et après un moment d'effarement bien naturel, se groupent autour de leurs officiers qui prennent les dispositions nécessaires pour repousser l'attaque.

A la citadelle, les Annamites, se glissant par le canal, avaient réussi à pénétrer dans l'intérieur de la concession ; mais bientôt les zouaves les repoussent à la baïonnette avant qu'ils aient pu achever leur œuvre incendiaire, qui essaient d'ailleurs de continuer du dehors en lançant des fusées.

Suit la relation de l'attaque et de la défense de la citadelle qui tombe enfin au pouvoir de nos troupes le 5 juillet, à 7 h. 40 du matin. Le pavillon annamite est amené et remplacé par le drapeau français.

On peut estimer à 22,000 le nombre des Annamites qui nous ont attaqués, soit 15,000 à la citadelle et 7,000 à la légation.

De notre côté, nous avions 1,237 hommes à la citadelle et 150 à la légation.

Feuilleton de la Patrie

DU 10 SEPTEMBRE (6)

OTHELLO

AU THÉÂTRE GRAND-DUCAL DE X...

(IMITÉ DE L'ALLEMAND)

IX

(Suite)

Et là-dessus, de son air recliné de vieille duogne, elle lui dit que la princesse était au plus mal, et que les médecins n'avaient presque plus d'espoir. « Son Altesse m'a avoué, ajouta-t-elle, en baissant pudiquement les yeux, son malheureux amour pour le comte Zroniewski, et sachant que le comte n'avait pas de meilleur ami que vous, la princesse m'a suppliée de lui ménager cette entrevue. Il serait sans doute en votre pouvoir, monsieur, de lui apporter quelques consolations. — Mais, je ne vous cache pas que je préférerais la pleurer morte, plutôt que la voir rendre à l'amour de ce scélérat ! Cet amour, reprit-elle, en dardant sur le baron son regard perçant, n'est connu heureusement que de vous et de moi ; on suppose, en général, que la princesse a pris froid au théâtre ; et les gens du peuple persistent à voir en Othello, la fatale cause de ce terrible événement ; j'espère donc, monsieur, que nous pourrions compter sur votre discrétion. »

Le baron s'inclina en silence, et la dame d'honneur s'étant levée, il la suivit à travers plusieurs pièces très richement

La marche en avant de nos troupes dans la citadelle a commencé à 4 h. 45 du matin, et à 7 h. 40, c'est-à-dire moins de trois heures après, le succès était complet.

Les pertes de l'ennemi sont considérables : 1,200 à 1,500 cadavres ont été enterrés par nos soins.

De notre côté, nous avons eu 2 officiers et 9 hommes tués ; 5 officiers et 71 hommes blessés :

La consommation des munitions a été de :
1° 13,400 cartouches d'infanterie, dont 4,401 à la légation, et le reste à la citadelle.
2° Par l'artillerie :
207 obus de 12.
133 obus de 4 de montagne.
590 coups de canon-revolver.
500 coups de mitrailleuse.

Ce rapport est daté de Hué, le 6 juillet 1885.

CIRCULAIRE DE M. GOBLET

M. le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes a adressé, aujourd'hui même, aux préfets la circulaire suivante :

Paris, le 8 septembre 1885.

Monsieur le préfet,
Le gouvernement a affirmé, à diverses reprises, sa volonté d'observer dans la lutte électorale qui va s'ouvrir la plus stricte impartialité.

Cette règle de conduite, à laquelle il entend demeurer fidèle, ne s'impose pas moins à ses subordonnés, aux membres du corps enseignant comme aux fonctionnaires de tout ordre, et, notamment, aux instituteurs publics plus spécialement sous votre autorité.

Comme citoyens, les instituteurs peuvent user librement de leurs droits, ils sont maîtres de leur vote. Le gouvernement qui leur confie l'éducation de la jeunesse ne saurait douter de leur dévouement aux institutions républicaines.

Mais il a le devoir de leur interdire toute démarche, toute ingérence officielle qui pourrait être considérée comme des actes de pression électorale.

Les instituteurs comprendront certainement d'eux-mêmes qu'en s'écartant de cette réserve, ils ne pourraient que compromettre leur légitime influence et risquer de perdre la confiance des familles ; si nécessaire à l'accomplissement de leur tâche.

Un dessein vous ne manquez pas de les rappeler à l'observation de ces instructions.

Le ministre de l'instruction publique, des beaux-arts et des cultes,

RENÉ GOBLET.

Nous n'avons pas plus confiance dans la circulaire de M. Goblet que dans celles de MM. Allain-Targé, Sadi-Carnot, Camille et consorts ; pas plus confiance, ajoutons-nous, que dans les paroles de M. Brisson, dans sa déclaration à la tribune, en prenant possession du ministère après la chute de Ferry.

Une nouvelle crise à Lyon

Il faut vraiment que, commercialement parlant, Lyon ait une constitution extraordinairement robuste pour résister aux assauts que lui donnent continuellement les républicains de toutes nuances.

Après la crise des lisseurs, voici qu'une nouvelle échauffourée se produit.

La situation se présente, cette année, comme aussi mauvaise que l'an dernier pour notre population ouvrière, et nous sommes encore dans une saison favorable.

Une première réunion ouvrière a eu lieu, hier, à Paris, et on y a vu reparaître un certain nombre des individualités qui avaient pris, l'an dernier, la direction du mouvement organisé pour la demande d'ouverture de chantiers municipaux.

Dans la réunion d'hier, le citoyen Dugelay, parlant au nom d'une commission dont nous ne connaissons pas la composition et qui avait pris l'initiative de la crise, a exposé, fait un exposé de la situation des ouvriers, fait un exposé de la situation des ouvriers, fait un exposé de la situation des ouvriers.

Après discussion, l'assemblée décide de nommer six délégués composés de quatre membres chacune et chargés de se rendre auprès des conseillers municipaux, de la ville de Lyon pour leur demander si, oui ou non, ils sont favorables à l'ouverture de chantiers.

Deuxième délégué de six membres pour se rendre auprès de M. le Maire et lui demander également son avis sur la question, et auprès de M. le préfet pour obtenir son appui moral.

Ces diverses délégations ont été constituées.

meublées. Tout au bout d'une longue galerie, dont les murs étaient recouverts des portraits de la famille régnante, la vieille dame souleva une portière en velours, et elle fit signe à Larin d'entrer — tout en lui enjoignant de ne rester que vingt minutes après de Son Altesse.

Le baron, très ému, pénétra d'un pas très chancelant dans un salon où les objets les plus précieux étaient arrangés avec un goût exquis, et là, étendue sur une chaise longue, au milieu d'un beau massif de fleurs et de verdure il aperçut la princesse, cette pâle et belle victime de l'amour.

« Quel affreux contraste ! On n'aime pas à voir les êtres souffrants dans un cadre aux couleurs vives et éclatantes. La douleur avait, pour ainsi dire, poétisé, immortalisé la délicate figure de Sophie. Le feu malade de ses yeux et la lumineuse transparence de son teint donnaient un tel éclat à sa beauté que le baron, immobile, la contemplait dans une sorte d'extase.

Elle lui fit signe d'approcher et, d'une voix profonde, brisée, méconnaissable pour celui qui en avait une fois entendu le timbre d'argent, elle dit : « Vous devinez pourquoi je vous ai prié de venir me voir, n'est-ce pas, baron ? Je sais que le comte n'avait pas de secrets pour vous, qu'il vous avait parlé de moi, de notre amour, et qu'il avait pleine confiance en votre honneur. Eh bien ! baron, je vous en conjure... dites-moi que vous ignorez qu'il fut marié, le soir de son départ... lorsque vous me supplâtes de ne point lire la lettre fatale qui me brisa le cœur... ou plutôt, non, ajoutez-elle en joignant les mains avec un geste suppléant : — dites-moi seulement qu'on l'a calmé... et, tendant une lettre au baron — voici ce qu'on m'écrivait :

« A peine le baron eut-il jeté les yeux sur le billet qu'il en reconnut l'écriture fine et serrée ; le camée si artistement dessiné : « Le comte Zroniewski », est marié », disait la lettre. « Sa femme et ses deux enfants sont à Avignon, où ils se meurent de faim et de douleur ; que Votre Altesse ait pitié de ces malheureux ! »

tuées immédiatement et sont parties remplir leurs missions.

Vers trois heures, la séance a été reprise et les délégués ont rapporté les réponses qu'ils avaient reçues.

Ces réponses sont contradictoires. Le maire est partisan de l'ouverture de chantiers nationaux, certains adjoints y sont opposés et sont d'avis d'ouvrir des fourneaux économiques.

M. le préfet était absent et avait convoqué la commission pour trois heures, mais la délégation n'a pu se rendre à cette entrevue à cause de la réunion.

Après une discussion à laquelle prennent part divers orateurs, l'assemblée décide :

1° D'attendre la décision du conseil municipal qui a été saisi d'une proposition d'ouverture de chantiers par le citoyen Bartolino.

2° D'aller écouter individuellement la discussion qui aura lieu aujourd'hui mardi, en séance publique.

3° De se réunir de nouveau mercredi prochain, à 8 heures du matin, à la salle de la Perle, pour aviser aux mesures à prendre.

Enfin, sur la proposition du citoyen Taix, on nomme une commission de protestation contre l'expulsion des locataires par les propriétaires.

Dans la seconde réunion le délégué fait connaître que le maire a déclaré que l'ouverture de chantiers nationaux n'est pas possible, car le résultat traitait l'ennemi du but que l'on se propose.

Mais il se déclare partisan de chantiers dont les travaux seront donnés de préférence aux associations ouvrières.

M. Gailleton a dit en terminant à la délégation que l'administration allait faire distribuer immédiatement des secours, et que la question des chantiers viendrait en discussion aujourd'hui mardi, au commencement de la séance publique.

La plupart des conseillers municipaux n'ayant pu être interrogés dans la journée, le citoyen Dugelay dit qu'il faut se rendre à la séance publique du conseil municipal d'aujourd'hui mardi.

C'est le meilleur moyen, ajoute l'orateur, de se rendre compte de l'attitude de chaque conseiller municipal ; les ouvriers viendront après le vote du conseil quelle conduite ils auront à tenir.

Cette séance du conseil municipal a été très orageuse.

M. Bartolino, conseiller municipal, avait annoncé qu'il ferait une interpellation au conseil, au sujet des secours à donner aux ouvriers sans travail.

A huit heures, cinq cents ouvriers étaient venus assister à la séance publique du conseil à l'Hôtel de Ville.

M. Bartolino a posé sa question.

On lui a répondu que le rapporteur chargé de l'affaire attendait que l'administration lui fit connaître les ressources dont elle pouvait disposer pour soulager les malheureux.

M. Bartolino, ne comprenant pas cette réponse, investit ses collègues et les traita de lâches. Plusieurs ouvriers applaudissent et il s'ensuivit un tumulte indescriptible.

Le maire a dû lever la séance et faire évacuer la salle.

Sur la place des Terreaux, les manifestants ayant à leur tête plusieurs anarchistes connus, chantèrent la « Caragnole » et crièrent : « Vive la Commune ! »

Huit arrestations ont été opérées ; elles comprennent deux anarchistes déjà nommés, quatre jeunes gens de seize ans et deux femmes.

La police a fait évacuer la place, et peu à peu le calme a été de nouveau régné.

Le conseil municipal a pu reprendre séance à dix heures.

Le maire a prononcé une allocution pour blâmer la conduite de M. Bartolino, et un ordre du jour a été voté à l'unanimité dans ce sens.

Et puis après ?

Cet ordre du jour fera-t-il que les anarchistes n'aient pas acclamé la Commune de sanglante mémoire et que la hideuse « Caragnole » n'ait pas été hurlée.

DEPARTEMENTS

Pas-de-Calais. — Un cultivateur de Montreuil, nommé G. G. G., âgé de trente-cinq ans, était tranquillement assis hier, avec sa femme, lorsque, se levant brusquement, il s'écria :

« Le ballon descend ! Il faut qu'il monte encore ! j'en jure ! »

Et en disant cela, il prit un fanteuil et le jeta de la hauteur de sa tête, le fanteuil se cassa, les chaises, la table, la batterie de cuisine prirent le même chemin. Les passants effrayés s'enfuirent de toutes parts.

La femme G. G. G. poussait des cris terribles et son mari continuait toujours : j'en jure ! j'en jure !

Après quelques minutes, se tournant vers sa femme :

« Tiens, dit-il, je n'en ai plus assez ; il faut que je le jette aussi. »

Fort heureusement, les gardiens de la paix arrivèrent pour l'empêcher de mettre à exécution ce dangereux projet.

Après une lutte violente, G. G. G. a pu être attaché et conduit en voiture à l'infirmerie du dépôt.

« Au premier moment, reprit Sophie d'une voix tremblante, ces mots de l'enfant et d'enfants flamboyants devinrent pour moi une accusation criminelle. Mon émotion fut si forte que je m'évanouis, et je tombai très sérieusement malade. Mais, aujourd'hui, je commence à reprendre des forces, et je me repens de m'être laissé effrayer si promptement. Mon cœur se refuse à le croire comble. Oh ! non, jamais plus je ne douterai de lui, de son amour ! Il est innocent, n'est-ce pas, baron ? Ah ! par pitié, répondez-moi ! »

Larin la contemplait en silence, pendant qu'un sourd désespoir envahissait son âme. Qu'allait-il répondre ? D'un seul mot, il aurait pu rendre la tranquillité et le bonheur à cette jeune existence brisée par la douleur ; mais ce mot, sa droiture lui défendait de le prononcer.

Sophie, les yeux rivés sur lui, anxieuse, palpitante, attendait. Puis, voyant que le baron se taisait, comme si elle avait reçu son arrêt de mort, elle s'affaissa lentement sur elle-même et les yeux pleins d'une expression souffrante, avec des brisements de voix :

« Ami, je vous remercie ! Vous êtes trop bon homme pour me tromper, et je préfère la réalité, si désespérante qu'elle soit, à la poignante incertitude, dans laquelle j'ai vécu ces derniers temps... Voyez-vous ce coffret ? Il renferme les meilleurs souvenirs de mon bonheur passé... Un jour je vous enverrai ces pauvres reliques, avec prière de les faire parvenir jusqu'à moi... Ne m'oubliez pas, baron ; je serai fière de vivre dans votre souvenir après ma mort ! — A propos, reprit-elle, n'est-ce pas étrange que je sois tombée malade à la première d'Othello ? »

« Je ne croyais pas Votre Altesse superstitieuse, dit le baron, essayant de plaisanter.

« Et je ne l'étais pas, en effet ; mais depuis que le sentiment réel de la dégradation de celui que j'ai tant aimé a pénétré mon âme, je ne me sens brisée ; je ne saurais survivre à ce cruel désenchantement. Mes pauvres nerfs ont été ébranlés par ce choc terrible et inattendu ; et vous

Il avait été frappé subitement d'un accès d'aliénation mentale.

Saône-et-Loire. — Les vols ou tentatives de vols sacrilèges continuent dans les églises de la région.

Dans la nuit du 2 au 3 septembre, des bandits ont essayé de forcer les portes de l'église de Varenne-le-Grand.

Is ont brisé une serrure, coupé un carreau d'une fenêtre, mais ils n'ont pu pénétrer dans la sacristie.

Au Villars, la même nuit, les voleurs se sont introduits dans l'église après en avoir fracturé la porte avec un soc de charrue.

Ils ont également brisé la porte de la sacristie dans un tronç, puis ils ont bouleversé et brisé tous les objets servant à la célébration du culte.

LES TABLETTES DU DOCTEUR

EMPOISONNEMENTS : SOINS A DONNER

IX

CINQUIÈME CLASSE

POISONS NÉVROSTHÉNIQUES

Il n'est pas de poisons plus redoutables que ceux qui entrent dans cette cinquième classe. On les appelle *névrosthéniques*, parce qu'ils donnent aux centres nerveux une excitation si violente et si rapide que la mort peut arriver sur-le-champ. Nous allons énumérer les principaux.

NOIX VOMIQUE ET FÈVE DE SAINT-IGNACE. — La noix vomique et la fève de Saint-Ignace doivent leurs propriétés éminemment toxiques à deux principes immédiats : la *strychnine* et la *brucine*.

Strychnine. En poudre blanche, elle est d'une amertume insupportable. On l'emploie en médecine pour combattre certaines paralysies. Il suffit d'une très faible dose de strychnine ou de sulfate ou de chlorhydrate de strychnine pour amener de très graves accidents. Trois pilules contenant chacune 12 milligrammes de strychnine, prises par erreur par une jeune fille, ont produit un empoisonnement mortel.

Les symptômes de l'intoxication sont les suivants, d'après Tardieu : « Dix à vingt minutes (rarement plus tard) après l'ingestion du poison, surviennent brusquement un malaise indéfinissable dans la tête, une angoisse qui va en croissant, des spasmes, des contractions toniques, une rigidité musculaire plutôt générale que locale ; la tête se renverse en arrière, le corps entier est pris d'agitation ; la figure est pâle, la parole entrecoupée, mais l'intelligence est nette ; trismus (contracture des mâchoires), secousses convulsives des membres, qui se contractent comme le reste du corps ; vains efforts pour changer de position ; le malade reste cloué sur le dos, la respiration devient courte, brève, convulsive ; la face se gonfle et se colore ; au moment où la mort semble imminente, les muscles se détendent, le calme succède à la rigidité spasmodique, puis nouvel accès plus violent encore : le corps est soulevé tout d'une pièce par les secousses convulsives ; l'opisthotonus (renversement du corps en arrière), le trismus, sont au plus haut degré ; les membres roidis se convulsent, la pointe des pieds est tournée en dedans ; la respiration semble suspendue, la peau devient bleuâtre et violacée, les yeux sont saillants et fixes, les pupilles dilatées ; intelligence ordinairement nulle ; immobilité et insensibilité de la mort. Cependant, ce second accès n'est pas ordinairement le dernier ; il s'ajoute, le malade respire, le sang circule, les mouvements recouvrent en partie leur liberté. Mais un troisième ou un quatrième accès éclate ; le moindre bruit, le moindre contact, provoquent de nouvelles convulsions, et souvent un dernier accès plus court, mais plus affreux encore, se termine brusquement par la mort. »

La durée de chaque accès est de trois ou quatre minutes ; l'intervalle du repos n'est que de quelques instants et la mort survient une ou deux heures après l'ingestion du poison.

Traitement. — On s'empresse de donner un vomitif énergique ; on fera boire ensuite de l'eau iodurée ; puis du tannin, vingt ou vingt-cinq fois la quantité de strychnine absorbée. Si on n'a pas de tannin, on pourra faire prendre les substances qui en renferment, comme l'oxaloë de galle, le thé vert, le café, que l'on donnera en infusion.

La *brucine* est aussi un violent poison, procurant les mêmes symptômes que la strychnine ; néanmoins, elle agit d'une

saveur que plus on est faible, plus on devient crédule et incapable de lutter contre les impressions que l'on reçoit. Imaginez-vous donc que, la nuit qui suivit cette mémorable soirée, un affreux rêve se peignait en sursaut. Une femme, dont l'aspect sinistre et lugubre me remplit de terreur, s'était approchée de moi lit, et elle allait m'embrasser avec un cordon de soie rouge, lorsque mon grand oncle H... habillé comme dans le portrait de la galerie, vint à mon secours. Ceci ne serait rien encore, puisqu'on prétend que les rêves sont le mirage confus de ce qu'on a vu dans la journée, et que je venais justement de voir Othello ; mais le plus saisissant, c'est qu'à mon réveil je vis très distinctement la dame au cordon de soie rouge, comme dans le portrait de la galerie, et elle me fit signe de la suivre ; s'est constamment répété ; mais chaque fois l'épouvante de cette horrible femme était plus forte, et chaque fois aussi la délivrance se faisait attendre plus longtemps ; — puis, au sortir du rêve, toujours la même vision frappe mes yeux... Hier enfin, pendant que j'essayais sur la harpe la romance du *Sauve*, la dame au cordon m'est apparue, et elle m'a fait un petit signe de tête... Je sais ce que vous allez me dire, cher baron : Vous croyez que mon esprit se dérange, mais comme il est par l'insupportable martyre d'une pensée constante et douloureuse ! Eh bien ! non, mon ami ; détrompez-vous, car je ne suis guère superstitieux ; seulement, je crois à ma fin prochaine, et je vous demande de m'accorder, de temps en temps, un souvenir amical.

En prononçant ces derniers mots, les yeux de la jeune fille avaient une telle expression d'abattement, que le pauvre baron ne parvenait plus à maîtriser son émotion, et deux grosses larmes roulaient le long des joues hautes de l'ancien militaire.

« A ce moment, la dame d'honneur parut sur le seuil pour rappeler au baron que l'audience était finie.

Alors, d'un air baissant mêlé d'adoration et de respect sur la main que Sophie lui tendait, et mandissant la distance qui le séparait de ce jeune être

manière moins intense et moins étendue.

La *Fausse angusture* doit ses propriétés toxiques à la brucine. Naturellement elle produit les mêmes effets que nous venons d'indiquer et le traitement est le même.

ACIDE CYANHYDRIQUE OU PRUSSIQUE. — C'est le plus énergique des poisons que l'on connaisse. Une goutte placée sur la langue d'un chien vigoureux le tue comme s'il était frappé de la foudre.

Pur, il tue trop promptement pour laisser des traces. Il ne détermine, en effet, ni symptômes, ni lésions : il terrasse, il foudroie. Le 6 septembre 1843, lisons-nous dans Briand et Chaudé, au moment où un commissaire de police se présentait pour faire une perquisition à son domicile, le sieur X... porta vivement à ses lèvres une petite fiole qu'il tenait cachée dans sa main. Le commissaire lui ayant aussitôt saisi le bras : « C'est inutile dit tranquillement X... je suis mort ! » Moins d'une minute après, il s'affaissa sur lui-même, et cessa de vivre : il avait avalé quelques gouttes d'acide cyanhydrique.

Mais comme on se procure très difficilement de l'acide cyanhydrique pur, les empoisonnements par ce dernier sont assez rares. Les empoisonnements constatés ont lieu surtout au moyen de l'acide prussique médicamenteux, de l'huile volatile d'amandes amères, de l'eau de laurier-cerise, des cyanures alcalins, et surtout du cyanure de potassium que l'industrie prépare aujourd'hui en si grande quantité pour la dureté et la photographie.

Dans ce cas, l'intoxiqué présente les symptômes qui suivent : le chancelle et s'affaïsse ; ses pupilles sont ordinairement fixes et dilatées ; sa respiration est gênée, bruyante ; le cœur bat avec force et la bouche exhale une odeur d'amandes amères. Si la dose du poison a été très faible, les accidents diminuent rapidement, et la guérison survient, laissant, toutefois, une anxiété précoce, qui persiste assez longtemps. Si, au contraire, la dose a été forte, les inspirations deviennent plus rares, convulsives ; le malade perd toute sa connaissance ; sa sensibilité ; ses muscles présentent une rigidité générale alternant plusieurs fois avec un relâchement complet ; le pouls est petit, les extrémités froides, et le corps est couvert de sueur.

Les amandes amères contiennent deux produits : l'*émulsine* et l'*amygdaline*, qui, inoffensifs séparément, deviennent redoutables en agissant l'un sur l'autre, puisqu'ils donnent naissance à de l'acide prussique.

Les feuilles de *laurier-cerise* et le noyau de ses fruits doivent à l'acide cyanhydrique leurs propriétés vénéneuses. Il faut donc employer ces feuilles avec beaucoup de prudence quand on veut donner un goût d'amande au lait, aux crèmes, etc., ou le noyau quand on désire donner la même saveur au thé, au chocolat et à certaines liqueurs alcooliques.

Traitement. — L'acide cyanhydrique n'a pas d'antidotes, quoiqu'on ait indiqué l'éther. Faire de larges affusions d'eau froide sur la tête et la colonne vertébrale ; en même temps, inhalations d'ammoniaque.

Dans les empoisonnements par le *cyanure de potassium*, l'*huile d'amandes amères*, l'*huile de laurier-cerise*, il faut s'empresse de faire vomir, ou bien vider l'estomac avec la pompe stomacale, qui se compose d'une sonde œsophagienne montée sur une pompe. Quand les matières vomies ou retirées n'ont plus l'odeur d'amandes amères, faire prendre par demi-verres la solution suivante :

Persulfate de fer... 10 gr.
Eau... 1,000 »
Sucre... 200 »

